passé-t-il? Le gouvernement déclare sans cesse qu'il s'intéresse vivement à la question et qu'il s'en préoccupe, mais il ne fait jamais rien de positif. Le crédit dont nous sommes saisis ne fait que prouver ce que j'estime être la schizophrénie du gouvernement, qui est incapable de sauter l'obstacle, de franchir les remparts qui l'empêchent de prendre les choses en main.

La raison pour laquelle j'ai pris la parole aujourd'hui, c'est que d'après moi, le pays veut savoir ce qui ne va pas. Des travailleurs éprouvent une sorte de gêne parce qu'ils touchent des prestations d'assurance-chômage. Ils ont le sentiment de bénéficier d'une sorte de charité, alors qu'il s'agit, essentiellement, d'une forme d'assurance sociale. Jusqu'à ce que nous ayons réorganisé la situation, j'estime que le travailleur moyen n'aura jamais beaucoup d'estime pour cette caisse ni pour la façon qu'on a de s'occuper du chômage. C'est pourquoi il est absolument nécessaire que le gouvernement entreprenne quelque chose à ce sujet; avant d'en appeler au peuple, c'est pour lui une obligation. Il ne saurait essayer de justifier auprès des électeurs ce qui est arrivé à la caisse ces cinq dernières années et ce qui est arrivé à l'économie, sans tenter sérieusement de présenter le genre de mesures dont le Canada a besoin dans ce domaine.

Il est temps que le gouvernement explique les principes dont il s'inspire. Si la question prête à confusion, c'est que nous essayons d'étudier la présente mesure à la lumière des données de l'actuariat. Il ne s'agit pas d'assurance, au fond. Nous ne nous attendons pas à ce que les gens contribuent autant qu'ils vont toucher. La caisse ne se fonde aucunement sur ces principes. Voilà ce qui a donné lieu à tant de confusion. Le gouvernement se doit de tirer les choses au clair. Nous ne pouvons majorer les contributions de ceux qui sont le plus susceptibles d'être sans travail, comme on le ferait suivant les principes de l'assurance. Ce qu'il faut faire, c'est considérer la question comme un problème d'ordre national. J'estime que le gouvernement doit prendre ses responsabilités à cet égard, s'occuper de ce problème et reconnaître que c'est en partie ce que le chômage a coûté au Canada. Soit dit en passant, cela nous a coûté bien cher.

En septembre dernier, je lisais dans un article que la Caisse d'assurance-chômage a versé 3,250 millions de dollars en prestations—soit 3 milliards en chiffres ronds—depuis qu'elle a été établie, il y a vingt ans. Jetons un coup d'œil sur l'augmentation. En 1942, 37 millions seulement ont été versés. En 1961—c'est-à-dire l'an dernier—nous

avons payé 85 millions dans le seul mois de mars. A mon sens, c'est tout simplement fantastique, et je parle de la façon dont la somme que nous payons a augmenté. Je ne crois pas qu'il s'agisse vraiment d'un montant qui se rattache à la croissance de l'économie ni de quoi que ce soit dont nous pourrions nous enorgueillir.

Ce qui m'inquiète, c'est que, dans une large mesure, nous nous imaginons que parce que nous ne payons pas d'assurance-chômage, parce que bien des noms sont rayés des registres de l'assurance-chômage, nous avons réglé le problème. Par ailleurs, tous les députés savent, j'en suis sûr, qu'ils se comptent par milliers ceux qui ont complètement épuisé les prestations auxquelles ils avaient droit. Dans le *Globe and Mail* du 6 décembre 1961, on peut lire que le ministère du Bien-être de la province de Québec dépense tout près de 6 millions de dollars par mois pour venir en aide aux travailleurs qui ont épuisé leurs prestations d'assurance-chômage. Si d'autres représentants ont des circonscriptions qui ressemblent tant soit peu à la mienne, ils sauront qu'une grande partie des hommes qui, l'an dernier, attendaient devant le bureau de l'assurance-chômage attendent aujourd'hui devant l'agence de secours et que les versements d'assistance, dans les différentes provinces, augmentent à une cadence dont s'inquiètent ceux qui sont, j'oserais dire, les moins conservateurs parmi les gens des gouvernements provinciaux.

Des mesures s'imposent. Il faut une modification en profondeur, avant de dissoudre le Parlement pour en appeler au peuple. Le Congrès du travail du Canada a proposé de séparer le financement des prestations ordinaires de celui des prestations saisonnières; il a aussi affirmé que les prestations saisonnières devraient en somme provenir d'un Fonds du revenu consolidé.

Un autre problème, c'est que les prestations mensuelles d'assurance-chômage ne sont pas très élevées. Encore là, c'est parce qu'elles n'avaient pour objet que d'assurer un revenu au chômeur pendant quelques mois. Aujourd'hui, elles constituent le revenu de certaines personnes durant de long mois, voire des années, et d'un mois à l'autre, la personne en cause s'aperçoit qu'elle s'enfonce de plus en plus dans les dettes. Nous devrions examiner sérieusement ces prestations en tenant compte de la situation où se trouvent tant de nos concitoyens. En fait, un économiste américain, a déclaré, par exemple, que nous devrions verser un montant égal à une certaine proportion de la différence entre les revenus réguliers du travailleur et ce que devraient être ses prestations, et que ces dernières devraient augmenter au cours de la période où l'intéressé est en chômage.